

**SESSION PLENIERE DES 7 ET 8 JUILLET 2020****VIVRE EN PDL EN 2050 : QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES REGIONALES POUR AMELIORER LA VIE DES LIGERIENS ET LIGERIENNES DANS UN CONTEXTE DE MUTATIONS ?**

L'étude part du postulat que des évolutions démographiques significatives sont amenées à se produire dans les années à venir. Ces évolutions servent de base à la réflexion de long terme du CESER, notamment en matière d'aménagements collectifs.

Notre camarade Mathieu Cocq, responsable du pôle économique confédéral CGT, a été auditionné pour ce travail.

Au vu des éléments positifs que la CGT a pu y intégrer, ses représentants ont voté l'étude.

**LA CONTRIBUTION DU CESER (TELECHARGEABLE SUR LE SITE DU CESER)**

La contribution dresse un portrait démographique très fouillé de la population régionale et des évolutions attendues dans la perspective de 2050, mettant en exergue l'accentuation des inégalités entre les territoires qui se produirait sans action volontariste., en distinguant les évolutions dues au solde naturel (les naissances moins les décès) et celles dues aux migrations (nationales et internationales).

A l'horizon 2050, la population ligérienne pourrait atteindre 4,5 M d'habitants contre 3,8 M aujourd'hui, avec une tendance accentuée à l'urbanisation, à la littoralisation, et à l'augmentation de la part des personnes âgées, tandis que la part dans la population des jeunes de moins de 20 ans devrait rester relativement stable.

Le rapport revient largement sur les problématiques posées par le changement climatique.

Il évoque également les conditions de vie, et notamment l'habitat et notamment le mal logement, la santé, les inégalités sociales.

Il revient sur les évolutions de certains secteurs économiques (agriculture, industrie, artisanat), ainsi que les évolutions du travail, s'appuyant sur l'audition de Mathieu Cocq – sans toutefois reprendre la revendication de la CGT de diminution du temps de travail à 32 heures hebdomadaires.

Le rapport propose 3 axes de préconisations :

- **transitions à anticiper**, notamment, un plan d'économie d'énergie, l'anticipation des modes de travail à distance, le renforcement de la mobilité durable et partagée, l'accompagnement des secteurs d'activité dépendant de l'économie carbonée ...

- **transformations à accélérer**, en particulier la mise en œuvre d'une GPEC au niveau territorial, le rappel du principe Eviter –Réduire –Compenser à mettre en œuvre de manière efficace dans les politiques publiques, la systématisation de l'intégration des critères RSE/RSO dans tous les appels d'offres et soutiens de la Région ...
- **transversalités à créer**, avec entre autres la promotion d'une réelle politique d'aménagement du territoire, notamment en matière de santé.

Le rapport insiste également sur la place de la participation citoyenne dans le processus démocratique.

### **CE QU'A DIT LA CGT : INTERVENTION DE YVIC KERGROAC'H**

La CGT remercie le rapporteur et les chargés d'étude, notamment Katrina, pour ce travail, dont l'accouchement fut difficile, avec une succession de chargés d'étude, des travaux qui se sont intercalés, et sans doute une feuille de route que s'est fixée collectivement la commission 1 un peu trop ambitieuse.

Au final, nous avons donc une contribution acceptable, avec tout de même quelques éléments de déception.

**On n'y trouve aucune remise en cause fondamentale d'un système économique qui conduit selon la CGT droit dans le mur, sur les plans économique, social et environnemental.**

Le système économique que nous connaissons, à savoir le capitalisme sans retenue, conduit à une **suite de crises économiques et sociales** où les crises succèdent aux crises, celle de 2020 succédant à celle de 2008 qui elle-même succédait au krach boursier de 2001 2002, avec pour corolaire systématique des pertes d'emplois et des conséquences sociales dramatiques. Entre 1996 et le début 2020 le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie ABC en France a augmenté de près de 45 %, passant de 3,8 millions à 5,5 millions, malgré des conditions d'inscription à pôle emploi de plus en plus restrictives.

Ce système économique conduit à une **crise environnementale avec un réchauffement climatique global mortifère**, amenant des populations à la pauvreté et à l'exil. La course au profit a aussi pour corollaire des pollutions qui s'accumulent, et une biodiversité qui diminue de jour en jour, outre des conditions de travail dégradées.

Le capitalisme sans contrainte conduit aussi à une **crise démocratique**, avec en France comme dans de nombreux pays la montée de idéologies d'extrême droite xénophobes, sexistes, homophobes, parfois ultra religieuses, et qui constituent un danger pour la démocratie.

Face à ces menaces, la CGT ne croit pas que, comme l'indique le rapport, « La parade face aux secousses et aux problèmes annoncés, outre une meilleure coopération entre les territoires, consiste à organiser une gouvernance active dans laquelle la participation citoyenne doit trouver toute sa place», et où la société civile organisée soit reconnue. Ces éléments sont indéniablement une partie de la solution, mais sans changement de paradigme économique, nous ne modifierons

pas fondamentalement la situation.

Il serait cependant réducteur de rejeter l'ensemble du rapport du fait de ce manquement, dû à une recherche de consensus qui constitue la règle habituelle du CESER. La CGT note la référence aux propos émis en audition par son représentant Mathieu Cocq, notamment la question de la **répartition du travail**, la CGT militant pour l'abaissement généralisé à 32 heures hebdomadaires pour travailler tous et toutes, dans de meilleures conditions.

Elle note positivement le **bilan qui a été fait de la crise sanitaire**, avec une critique explicite des « politiques qui ont amené à réduire les équipements hospitaliers et à placer sous tension son personnel » qui « ont besoin d'être remises en cause » avec la construction de « nouvelles stratégies ». Le rapport indique également que « sur les équipements, nous constatons que les statistiques dans les pays se trouvent en corrélation avec le nombre de lits d'hôpitaux, et surtout le nombre de lits d'urgence. Les manques de matériels respiratoires ou de masques ont constitué des révélateurs de l'impréparation et de l'absence d'anticipation d'un phénomène épidémique. »

La CGT partage globalement les préconisations du rapport, parfois reprises d'études précédentes. Enfin, **l'étude vaut aussi pour son analyse très pédagogique des projections démographiques d'ici à 2050**, qui mettent en exergue les déséquilibres existants entre les territoires, et qui s'amplifieront en l'absence d'action politique forte.

La prospective à 2050 méritera d'être poursuivie et approfondie au regard de la crise que nous traversons avec des préconisations actualisées au regard des défis et enjeux posés.

La CGT votera donc le rapport.

### **QUELQUES EXPRESSIONS EN SESSION :**

#### **CFTC :**

S'inquiète du vieillissement de la population : en 2050, on aurait une perte des populations dans toutes les tranches d'âge inférieures à 65 ans. Sur le littoral, la dynamique démographique n'est plus liée qu'au solde migratoire.

La CFTC regrette que les mutations du travail soient trop rapidement brossées. Il manque l'approfondissement sur les inégalités femmes hommes.

#### **CRAJEP :**

L'ère n'est plus aux politiques natalistes. L'activité des femmes est un enjeu d'égalité.

#### **Culture :**

Regrette l'absence de la culture et de l'art dans l'étude.

**VOTES : l'avis a été adopté par 79 voix pour et 6 abstentions.**

*Membres de la délégation CGT ayant travaillé à l'élaboration du rapport : Francine Desnos, Didier Robert, Eric Bachelot, Yvic Kergroac'h, Catherine Paris.*